

Slate.fr



Célébration de la fin de la modernité



Les premiers diplomates chinois sont arrivés en train par la Suisse



Le pape passe au PowerPoint



Le e-commerce, visage social de la révolution numérique

Publié le 05/02/2014
Mis à jour le 05/02/2014 à 15h09

réaction

9 41 8

Mariage pour tous, réversion pour tous? Pas encore

A quoi aura droit le conjoint survivant? La loi ouvrant le mariage aux personnes de même sexe n'a pas réglé tous les problèmes.



- Cimetière du Père Lachaise, à Paris «Walking the wild side III» / Fabio Venni via FlickrCC License by -



LES DERNIERS ARTICLES »



Un magazine LGBT doit-il sacrer le pape François «homme de l'année»?

Le Koweït a mis au point un détecteur de gays pour repérer (et virer) les expatriés homosexuels

Droits des homosexuels: les athlètes de Sochi n'ont pas à respecter les règles russes de «l'hospitalité»

lire notre dossier
DROITS DES HOMOSEXUELS »

LAUTEUR

Aurélié Blondel



Aurélié Blondel est journaliste et traductrice.

Ses articles

TOPICS

- FRANCE
- droits des homosexuels
- retraite
- pension de reversion
- homosexuels
- mariage pour tous
- aides

S'ils respectent les diverses conditions fixées par les régimes de retraite, veufs et veuves peuvent toucher chaque mois une **pension de réversion**. Leur est versée, grosso modo, la moitié des retraites que percevait leur conjoint décédé. Comme il faut absolument être ou avoir été marié avec le défunt pour y prétendre, les couples homos étaient exclus du dispositif jusqu'au printemps 2013. La **loi sur le mariage pour tous** a bien sûr **changé la donne** mais n'a pas résolu complètement le problème.

Le hic, c'est que les **régimes de retraite de la Fonction publique** imposent une durée minimale de mariage pour accorder la réversion. En l'absence d'enfant, l'union doit avoir duré quatre ans ou avoir été célébrée au moins deux ans avant la retraite du fonctionnaire. Résultat: si un couple gay s'est marié fin 2013 et que le fonctionnaire décède avant fin 2017, son conjoint ne touchera rien.

publicité

«Une discrimination persiste pendant quatre ans», déplore Théau Brigand, de l'association **Aides**.

«Il faut une mesure transitoire pour ces couples. Leurs années de

- LGBT
- LGBTQ
- Régimes spéciaux
- fonctionnaires
- fonction publique
- Michèle Delaunay
- Marisol Touraine
- ministère des Affaires sociales
- mariage posthume
- vieillissement
- VIH
- veuvage

PARTAGER



LISIBILITÉ

> taille de la police

SLATE CONSEILLE



Pension de reversion: les Français ne sont pas égaux face au veuvage

CODE CIVIL
DES FRANÇAIS.

TITRE PRÉLIMINAIRE
DE LA RÉGULATION, DES DROITS
ET DE L'APPLICATION DES LOIS
EN GÉNÉRAL.

Mariage pour tous: ce que la loi change... pour tous



Mariage pour tous: grâce au Sénat, on ne parlera plus de dettes pendant la cérémonie

À LIRE SUR

pacs doivent pouvoir être prises en compte pour leur permettre de remplir la condition de durée de mariage en cas de décès dans les quatre ans. Une personne veuve se trouvant précisément dans cette situation nous a d'ailleurs déjà contactés.»

Aides, le **Groupe SOS** et l'association **SOS homophobie** ont transmis cette demande à la ministre déléguée aux Personnes âgées Michèle Delaunay, dans un **rapport sur le vieillissement** des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles (LGBT) remis en novembre 2013.

Les fonctionnaires, mais aussi les agriculteurs, les libéraux...

Les conjoints de fonctionnaires ne sont pas les seuls concernés. Une durée minimale de mariage est aussi requise dans la plupart des autres régimes spéciaux –celui des **salariés des industries gazières et électriques** (EDF, GDF-Suez...), de **la SNCF** et de **la RATP** par exemple.

Sans compter les nombreux régimes complémentaires qui appliquent eux aussi une condition de durée: celui des exploitants agricoles (**MSA**), celui des agents non titulaires de la Fonction publique (**Ircantec**), ainsi que la plupart des régimes complémentaires des professions libérales (ex: **la Carmf, pour les médecins**). Comme pour les fonctionnaires, la durée exigée varie généralement de 2 ans à 4 ans. Aucune durée minimale n'est en revanche demandée aux **salariés du privé**, ni aux **commerçants et artisans** –côté régimes de base comme côté retraite complémentaire.

Théau Brigand espère qu'une mesure figurera dans le prochain projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), attendu à l'automne. *«Nous avons cerné le problème, nous savons qu'il y a un vrai sujet, mais aucune décision n'a été prise»*, tempère-t-on au cabinet de Michèle Delaunay. Le défi ne semble pas tant financier que juridique.

«La réflexion doit être menée avec le cabinet de Marisol Touraine, la ministre des Affaires sociales. Une analyse juridique et constitutionnelle dira s'il est possible de faire quelque chose.»

La mesure imaginée par les associations vise à comptabiliser les années de pacs pour tous les mariages célébrés d'ici à mai 2017, homos comme hétéros. Histoire d'éviter qu'elle ne soit jugée discriminatoire à son tour. Dans un contexte de réduction des dépenses des régimes, le gouvernement pourrait toutefois être tenté par une action ciblée sur les couples gays. Selon **Alain Devers**, avocat au barreau de Lyon, une telle dérogation serait acceptable sur le plan juridique.

«Assimiler provisoirement un temps de pacs à un temps de mariage juste pour les couples homosexuels paraît tenable car ils sont dans une situation différente, ils n'ont pas eu la possibilité de se marier avant.»

Des mariages posthumes?

Le rapport remis à la ministre Michèle Delaunay soulève aussi le problème de ceux qui ont perdu leur partenaire avant mai 2013, avant d'avoir pu se marier. *«Nous souhaitons que le mariage posthume soit proposé à ceux qui étaient pacsés, pour leur ouvrir rétroactivement le*



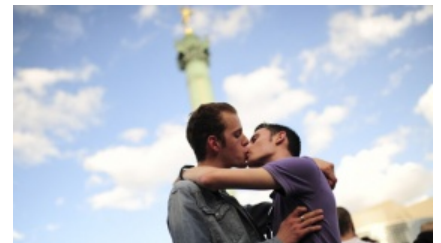
Vers un nouveau pacte social entre les générations?

Une étude sur la crise par le prisme de la démographie avec les inégalités économiques entre générations en France, entre papy boomers aisés et actifs précaires.

Faire son coming out après avoir pris sa retraite sportive peut changer des vies; le faire avant peut en changer bien davantage

L'accord de grande coalition CDU-SPD sacrifie-t-il les jeunes Allemands?

lire notre dossier
RETRAITE »



Mariage pour tous: Oui! Mais non... Catalogue de ce qui attend les futur(e)s marié(e)s

La loi ouvrant le mariage et l'adoption aux personnes de même sexe a été solennellement adoptée ce mardi 23 avril 2013. Pour les gays et les lesbiennes, c'est le début de la galère.

Pension de reversion: les Français ne sont pas égaux face au veuvage

lire notre dossier
PENSION DE REVERSION »



WIKIPÉDIA
L'encyclopédie libre

- [Mariage pour tous](#)
- [Droits des homosexuels](#)
- [Pension de réversion](#)
- [Homosexuels](#)
- [Retraite](#)

droit à réversion», explique Théau Brigand. Le président de la République peut autoriser la célébration d'un mariage après le décès d'un des époux à condition, **dit le code civil**, que «*des formalités officielles marquant sans équivoque le consentement*» aient été engagées. Le mariage posthume «*me semble donc difficile pour les décès survenus avant mai 2013*», note Alain Devers: il faudrait que les époux aient initié des formalités pour se marier alors que ce droit n'existait pas...

Ce juriste se dit «*surpris*» que tous ces points n'aient pas été soulevés lors des débats parlementaires sur le mariage pour tous. D'autant qu'un troisième problème risque de nourrir du contentieux dans les années à venir, précise-t-il: celui du partage des pensions de réversion entre les ex-conjoints d'un assuré décédé.

En cas de mariages multiples, les pensions sont actuellement versées au prorata de la durée des mariages. Mais prenons l'exemple fictif de Jean, marié pendant six ans avec Sophie avant de refaire sa vie avec Pierre avec qui il enregistre quinze ans de concubinage, douze ans de Pacs et trois ans de mariage. A sa mort, Sophie pourrait toucher les deux tiers de la réversion et Pierre un tiers. Ce dernier pourrait-il envisager un recours devant la justice pour que son temps de pacs compte et que sa part de réversion grimpe? Oui, estime Alain Devers:

«Il pourrait insister sur la discrimination subie, l'interdiction légale de se marier avant 2013, en s'appuyant sur la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Cour européenne des droits de l'homme.»

Pour Théau Brigand, de Aides, ces combats pour un meilleur accès à la réversion sont loin d'être symboliques, ils répondent à un vrai besoin pour la population LGBT, exacerbé par l'épidémie de VIH.

«Certaines personnes âgées contaminées avant l'arrivée des trithérapies se retrouvent aujourd'hui dans des situations de précarité parce qu'elles ne se sont pas projetées dans l'avenir, croyant ne pas en avoir à cause de la maladie, elles n'ont par exemple pas épargné, pas acheté leur logement. Elles n'ont en outre souvent pas pu se constituer de droits à la retraite suffisants à cause d'une carrière perturbée par le VIH. A cela s'ajoute la perte du partenaire et des revenus associés.»

La question de la réversion dans les couples homosexuels pourrait être abordée dans le cadre d'une réflexion globale sur la réversion programmée cette année. C'est écrit dans la loi de réforme des retraites promulguée le 20 janvier: **le gouvernement a un an pour remettre un rapport** sur le sujet au Parlement.

Aurélié Blondel

NB / pratique : Les règles de la réversion varient selon les régimes de retraite –les taux sont différents, les modalités d'accès aussi. Certains imposent par exemple des conditions de ressources et un âge minimum. Pour en savoir plus, consultez les sites des régimes. (**C'est ici pour le régime général, ici pour l'Agirc-Arrco, ici pour le RSI, ici pour le régime de base des libéraux, ici pour les fonctionnaires de l'Etat.**)



Devenez fan sur [facebook](#), suivez-nous sur [twitter](#)

PARTENAIRE

Direct Matin.fr

- » L'essence va fortement augmenter à cause de la fiscalité
- » Quand Manuel Valls "emmerde" Pierre Lellouche
- » Google décidé à faire la chasse aux robots sur YouTube
- » Une grand-mère séquestrée par ses petits-enfants
- » Un silure de 98 kilos pêché dans la Garonne

POLITIQUE